

Entretien

Mourad Preure, expert pétrolier à L'ACTUEL :

"L'Algérie doit tirer profit de la rencontre d'Oran sur le GNL"

Entretien réalisé par Hayet Ouzayed



Dans cet entretien accordé à l'ACTUEL, Mourad Preure, expert pétrolier, indique que puisque le GNL représente un peu moins du quart du commerce mondial du gaz naturel, la prochaine rencontre internationale sur le gaz national liquéfié (GNL), qui se déroulera à Oran, pourrait être une vitrine idéale pour faire connaître les ambitions de l'Algérie et nouer les partenariats nécessaires dans ce secteur.

L'ACTUEL : Le FMI a publié, vers la fin de l'année dernière, un rapport sur les pays de la région Mena, laissant comprendre que les pays exportateurs de pétrole de la région pourront augmenter de 100 milliards de dollars leurs réserves à l'étranger. Quelle est votre analyse du marché pétrolier à l'heure actuelle et quelles sont vos prévisions pour 2010 ?

Mourad Preure : En effet, les pays producteurs, et l'étude du FMI s'adresse aux pays de la zone MENA, ont mieux résisté à la crise que le reste de l'économie mondiale, notamment par des politiques budgétaires très actives. Ces pays ont subi la crise de diverses manières : baisse des niveaux d'importation, tarissement des IDE, inflation importée, etc... La baisse de leur PIB pétrolier est estimée à 3.4% alors que leur production hors hydrocarbures aurait eu une bonne tenue. Pour 2010, leur PIB, selon le FMI, devrait s'accroître de 4%.

Leurs réserves financières disponibles leur offraient un répit, provisoire, il faut pourtant le dire. Et le FMI estime en effet le potentiel d'augmentation de leurs réserves à l'étranger d'un niveau de 100 milliards de dollars. 2010 sera selon nous une année difficile pour tout le monde.

La reprise aujourd'hui dans les pays OCDE a un fort contenu budgétaire et aucun moteur de croissance réel n'apparaît dans l'économie. Le système bancaire international est très abîmé et la capacité des banques à financer l'économie au regard des importants besoins n'est pas encore avérée. Le marché pétrolier pour sa part, fortement interconnecté avec les marchés financiers et subissant (et amplifiant aussi) leur volatilité, est totalement coupé des fondamentaux. C'est ainsi qu'il s'est relativement raffermi le second semestre sur la foi d'une probable reprise et alors que la demande pétrolière était encore fragile. D'autre part, l'effet de balancier entre prix du pétrole et dollar, l'un baissant lorsque l'autre monte et inversement, est très pervers et fausse les jeux.

L'année 2010 qui commence avec un prix du pétrole testant le seuil des 80 dollars le baril devrait être marquée par de grands phénomènes : d'une part une sortie de crise en double creux, soit une sortie en U ou en W qui verrait les tendances récessionnistes l'emporter avec soit une sortie fin 2010 soit un nouveau plongeon du fait du second phénomène qui est un renchérissement des prix du pétrole et des commodités en général consécutif à une reprise robuste de la Chine, de l'Inde et des pays émergents qui ont profité des prix bas pour sortir plus vite et plus forts de la crise.

Ces pays ont échappé à la récession en 2009 et ont réalisé des croissances de 8% pour la Chine et 7.5% pour l'Inde pour ne citer que ces deux pays. Ils risquent d'emporter la demande et donc les prix, et rendre plus ardue la sortie de crise pour les économies OCDE, dont les Etats-Unis, voire même les précipiter dans un nouveau cycle récessionniste. Donc, 2010 est une année très sensible où la concertation internationale doit être intensifiée pour aboutir à la mise en place de mécanismes de régulation des marchés financiers et des dispositifs solidaires de sortie de crise. Au vu de ce qui s'est passé à Copenhague pour l'environnement, il faut craindre que cette concertation, qui implique toujours des mécanismes contraignants et pose le problème du leadership mondial, sera difficile. Donc, on peut anticiper un niveau de prix en moyenne annuelle légèrement supérieur à 2009 avec une forte probabilité de raffermissement des prix au deuxième semestre et qui devrait atteindre structurellement un seuil de 100 dollars le baril. En cas de diffusion nouvelle de la récession dans les pays OCDE, les prix pourraient retomber momentanément très bas. Le consensus des experts n'exclut pas alors un scénario "en dos de chameau".

Quelle sera, selon vous, la situation des réserves algériennes, voire les recettes pétrolières, en attendant la reprise de l'économie mondiale et des marchés ? Va-t-on assister à une autre chute des recettes pétrolières ?

Nos recettes ont été divisées par deux en 2009. Elles sont très sensibles aux niveaux de prix. Il faut ajouter aussi que nous sommes exportateurs de gaz naturel et que cette industrie est à son tour touchée par une crise grave, plus complexe et d'un type différent que celle touchant le marché pétrolier. La crise pétrolière, rappelons-le, est une crise subie car tendanciellement l'orientation des prix pétroliers est haussière sur le moyen-long terme.

La raison essentielle est que les réserves mondiales s'épuisent, les gisements vieillissent et requièrent de plus en plus d'investissements, cela alors que la demande mondiale, tirée par les puissants moteurs que sont la Chine et l'Inde, est boulimique et son accroissement incompressible. 13 Chinois sur 1.000 ont une automobile contre 580 Américains, vous voyez la marge de progrès !



La crise financière est venue au mauvais moment alors que l'industrie pétrolière avait besoin de prix élevés pour rentabiliser les investissements nécessaires pour satisfaire la demande future. Elle a fragilisé les pays OCDE et mis à nu l'incohérence des mécanismes de régulation fondés sur la mystique du marché. Et nous voyons que les Etats n'ont pas été en mesure de mettre en place les mécanismes de régulation nécessaires ni s'entendre sur un mode de gouvernance mondial.

Donc, le pire est à craindre. Mais les marchés des commodités n'évoluent pas de la même manière. Ainsi, le gaz connaît une crise dont les causes sont au nombre de trois : (i) le développement aux Etats-Unis de gaz non conventionnels en volumes importants qui ont tari le débouché américain, (ii) la baisse de la demande gazière du fait de la crise économique, (iii) l'arrivée sur le marché de volumes provenant de projets nouveaux (Qatargas II, Sakhalin 11, Nigeria, etc...). Ainsi, il y a plus de 100 milliards de m³ de gaz en trop sur le marché avec pour conséquence une division par quatre des prix du gaz sur le marché américain entre janvier et septembre 2009. Ce qui complique les choses, c'est que si le prix du gaz sur les marchés spot de court terme a fortement baissé, sur les contrats de long terme, où il est indexé sur le pétrole, il a tendu à se raffermir, ce qui a mis en péril ces contrats de long terme et poussé les clients à prendre le minimum de volumes contractuels. Cette situation devrait perdurer en 2010 malheureusement.

Au vu de toutes ces considérations, il apparaît nécessaire de faire preuve de prudence, de mieux orienter notre politique économique en veillant à réduire notre exposition aux fluctuations de plus en plus aléatoires des marchés énergétiques. Pour cela, il faut mieux maîtriser nos importations. Vous savez que nous avons

frôlé le déficit commercial cette année. Il faut aussi ne pas céder à la panique et prendre soin de ne pas vendre nos hydrocarbures, qui sont une ressource épuisable soulignons-le, à vil prix. Il nous faut absolument moduler notre offre, nos exportations sur la base d'arbitrages de long terme.

Dans un entretien accordé au journal russe *Expert Magazine*, le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, a affirmé que notre pays était favorable à la création du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG). Si l'Algérie soutient l'idée de la création d'une "OPEP du gaz", en réalité, créer une telle organisation sera très compliqué, selon le ministre. En tant qu'expert, pourquoi est-ce compliqué ?

Il faut savoir que le gaz naturel ne se commercialise pas comme le pétrole. La chaîne gazière est plus rigide et plus capitalistique et aussi le gaz est plus sensible au transport sur longue distance. Tous ces facteurs font que le gaz se commercialise sur des marchés régionalisés, il n'y a pas un marché mondial du gaz comme pour le pétrole. La relation entre le client et le fournisseur est une relation contractuelle le plus souvent de long terme (80% des cas). Dans ces conditions, il est difficile de cartelliser un marché gazier sur le modèle du marché pétrolier. Cependant, la coexistence de transactions de court terme et de long terme sur un même marché, même si les transactions de long terme sont dominantes, finit par orienter le marché sur les logiques de court terme. Ainsi, aujourd'hui en Europe les clients sur les marchés de long terme avec clauses de take or pay s'arrangent pour prendre le minimum de volumes contractuels et deviennent de plus en plus exigeants dans les négociations des formules de révisions de prix.

Ces évolutions des marchés gaziers sont rendues possibles, il faut le dire, car d'importants pays producteurs comme le Qatar qui dirigent des volumes sur les marchés spot de court terme et menacent de prendre les parts de marchés d'autres pays producteurs comme l'Algérie, en Europe.

Voilà pourquoi je pense que même s'il faut encourager des actions de concertation entre producteurs, notamment dans le cadre du FPEG, il faut penser d'abord sur la base des réalités objectives du commerce du gaz, à savoir qu'une

“ Sachant que nous avons une expérience unique dans cette industrie, la première usine de GNL construite dans le monde a été la CAMEL d'Arzew dans le début des années soixante, nous pouvons valablement postuler au rang d'acteur majeur dans l'industrie du gaz, et du GNL en particulier. ”

cartellisation est une utopie à court terme. Il faut penser ensuite sur la base de nos intérêts en considérant la réalité du jeu concurrentiel et les manœuvres des autres pays producteurs comme le Qatar et la Russie, pour ne citer que ces deux challengers en Europe. Dans ce sens, il me semble plus avisé de chercher à rentrer dans l'industrie gazière et la distribution électrique en Europe à travers des partenariats de type nouveau avec les compagnies pétrolières et gazières européennes.

Ces partenariats devraient prendre la forme d'intégrations croisées où des compagnies énergétiques européennes investiraient et s'engageraient dans le risque amont en Algérie tandis que nos acteurs énergétiques nationaux accèderaient à l'aval de la chaîne gazière et la génération électrique. Il faut savoir que c'est là où se trouve la plus importante marge, tandis que le plus important risque se situe à l'amont.

L'Algérie abritera le mois d'avril prochain, à Oran, une conférence internationale sur le gaz naturel liquéfié (GNL). À la lumière de ce qui se passe actuellement sur la scène énergétique mondiale, cet événement connaîtra-t-il un franc succès, ou sera-t-il un rendez-vous, avec seulement à la clé des communiqués et des résolutions finales qui ne changent ou n'influencent pas vraiment sur les marchés internationaux du gaz ?

Le GNL représente un peu moins du quart du commerce mondial du gaz naturel. Il est appelé à connaître une forte croissance du fait d'une tendance lourde à une triple rupture des cloisonnements : (i) entre zones géographiques, (ii) entre sources d'énergie, (iii) entre maillons des chaînes énergétiques. Cette tendance fait que les compagnies pétrolières, qui tendent à avoir en portefeuille un rapport de 50/50 entre gaz et pétrole, deviennent de plus en plus des compagnies énergétiques et fournisseurs de commodités. Sachant que le niveau de nos réserves reste limité autant pour le pétrole où nous ne représentons que 1% des réserves mondiales, que

pour le gaz naturel où nous représentons 2.5% des réserves mondiales. Sachant aussi que le gaz naturel est unanimement considéré par les experts non plus comme une "bridge energy", une énergie de transition, mais comme une "destination energy", que le gaz peut être considéré comme l'énergie de ce siècle. Sachant enfin que nous avons une expérience unique dans cette industrie, la première usine de GNL construite dans le monde a été la CAMEL d'Arzew dans le début des années soixante. Nous pouvons valablement postuler au rang d'acteur majeur dans l'industrie du gaz, et du GNL en particulier.

Et plus globalement, il nous faut opérer un véritable renversement de perspective stratégique et nous affirmer résolument comme un acteur énergétique, non plus comme une simple source. Et c'est là que nous avons le plus de marge de progrès. Je pense que posée comme cela, la rencontre d'Oran pourrait être une vitrine idéale pour faire connaître les ambitions de l'Algérie et nouer les partenariats nécessaires dans ce sens. Donc, la rencontre d'Oran est un rendez-vous à ne pas rater.

Quel intérêt peut avoir le projet d'Union méditerranéenne dans le domaine énergétique ?

Je pense qu'il faut penser à un partenariat euro-méditerranéen de type nouveau. La Méditerranée est une mer semi-fermée caractérisée d'une part par une multiplicité de riverains et bien souvent des tensions entre eux, d'autre part par de grands décalages de prospérité entre ses rives nord et sud. Le PIB est d'un rapport de 1 à 10 entre le nord et le sud, le chômage est de 8 à 10% au nord, de 20% au sud.

Ces asymétries économiques se traduisent par une tendance à l'instabilité qui est dommageable autant aux Etats du sud qui sont perturbés dans leurs projets de développement, qu'aux Etats du nord qui, par effet d'osmose, subissent irrésistiblement une pression migratoire et une diffusion de l'instabilité qui les perturbent alors qu'ils sont confrontés à la concurrence économique de nouvelles zones de croissance dans le monde. La réalité est que la Méditerranée est la zone de fracture économique la plus active au monde. Ainsi, le partenariat euro-méditerranéen est vital pour les deux rives.

Les sources d'énergie fossiles, et demain renouvelables, sont beaucoup plus présentes au sud qu'au nord. Ainsi, l'énergie était considérée comme un "facteur structurant" dans le processus de Barcelone. On sait le résultat : L'Algérie a investi dans les interconnexions gazières avec la rive nord, mais aussi électriques avec ses voisins maghrébins. Qu'a-t-elle eu en retour ? Fort peu de choses. Le partenariat dans la science et la technologie est resté velléitaire, la mise à niveau des PME que l'on s'apprête à précipiter dans la zone de libre-échange, une chimère, une opération cosmétique. Dans ces conditions, l'Union pour la Méditerranée prolonge cette démarche en voulant se fonder sur des projets concrets qui touchent aux énergies renouvelables, au transport maritime et terrestre, au savoir et à la science et aussi au soutien aux PME.

Il y a réappropriation du processus par les Etats, ce qui n'est pas forcément admis dans l'Union européenne. Pour ma part, je ne vois pas d'avancées réelles par rapport à Barcelone et je le redis, si nous contribuons comme source d'énergie à ce partenariat, il faut que nous y trouvions notre place en tant qu'acteur structurant. C'est donnant donnant, sinon rien.

Sonatrach est au four et au moulin, entre les hydrocarbures bien sûr, les mines, la pétrochimie, les énergies renouvelables, le dessalement de l'eau de mer. Ne croyez-vous pas que l'omniprésence de Sonatrach se traduit par des retards dans la réalisation des projets ? Sonatrach possède-t-elle les moyens logistiques et humains pour bien accomplir de telles tâches ? On a l'impression que l'amont, c'est-à-dire l'exploration, le développement et la production, n'est plus la priorité de l'Algérie, à la différence de ce qui s'est passé, disons-le entre 1986 et 2006. La priorité serait donnée maintenant à l'aval dans le nouveau contexte international et national. Ne s'agit-il pas uniquement d'une impression ?

Vous comprendrez que je ne veuille pas trop m'attarder sur ce sujet, mais je vais, en tant qu'expert pétrolier, tenter de ne pas éluder votre question qui est malgré tout une question importante. Il faut savoir que le cœur d'activité d'une compagnie pétrolière, quel que soit l'endroit où elle opère dans le monde ce sont les gisements. Sans ses gisements, une compagnie pétrolière n'est rien. Ses métiers de base sont donc concentrés autour de ce que l'on appelle l'amont, soit l'exploration et la production d'hydrocarbures.

Il faut aujourd'hui savoir aussi que la force, la puissance d'une compagnie pétrolière réside dans sa maîtrise de ses métiers de base qui sont de plus en plus des métiers de haute technologie et impliquent une excellence scientifique et technologique dans ce que l'on appelle les géosciences, soit la géologie, la géophysique et le génie du gisement. Ainsi, les compagnies pétrolières les plus importantes dans le monde tendent non seulement à se concentrer sur leurs métiers de base mais aussi et surtout sur les segments à haute charge en matière grise de ces métiers.

Ce sont de plus en plus des compagnies de "blouses blanches" qui tirent leur force de la performance de leurs chercheurs et de leurs ingénieurs, ensuite de celle de leurs stratèges qui opèrent des manœuvres intelligentes, qui anticipent au mieux les mouvements de leurs concurrents, qui bouleversent sans cesse les conditions de la bataille concurrentielle comme le génial président de British Petroleum, John Browne qui, en procédant à l'acquisition des compagnies pétrolières Amoco et Arco, a enclenché un processus de regroupement dans l'industrie pétrolière qui a instauré une nouvelle taille critique pour les compagnies pétrolières. Pour dire un dernier mot, on n'a jamais vu une compagnie pétrolière disparaître du fait des faibles performances de sa pétrochimie mais on a vu des compagnies pétrolières disparaître du fait des faibles performances de leurs gisements■